

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE D'AIX EN PROVENCE NORD
Le 16/06/2004 Rordreau n°2004/454 Cuse n°33
Ext 4081
Frais de timbre : 30 012 €
Timbre : 36 €
Total liquidé : trente mille quarante-huit euros
Montant reçu : trente mille quarante-huit euros
Le Receveur principal

Cession de parts sociales

A ET ASSOCIES CONSEILS
Société à Responsabilité Limitée

Au capital de 86 720 euros

Siège social : Le Magellan, 470, avenue Augustin Fresnel

13857 AIX-EN-PROVENCE cedex 03

R.C.S. d'AIX-EN-PROVENCE : B 412 010 969

ENTRE LES SOUSSIGNES

. La Société « MARYGOT », Société Civile, au capital de six cent soixante et
(671 500 €), dont le siège social se situe Les Grands Bois, 13122 VENTABREN
Registre du Commerce et des Sociétés de SALON DE PROVENCE sous le numéro D 451 745 285,
représentée par son co-gérant associé Monsieur GUILLEMIN Rodolphe,

ci-après dénommée le cédant
D'une part

ET

. La Société « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS », Société à Responsabilité Limitée, au capital de
huit mille euros (8000 €), dont le siège social se situe Le Magellan, 470, avenue Augustin Fresnel,
13857 AIX-EN-PROVENCE cedex 03, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés
d'AIX-EN-PROVENCE sous le numéro B 444 753 891, représentée par son co-gérant associé
Monsieur PEREZ Stéphane,

ci-après dénommée le cessionnaire
D'autre part

PREAMBULE

Cette cession de parts sociales participe, d'une part, à l'intégration au travers de la holding « LA
FINANCIERE DE L'ARBOIS » de deux nouveaux associés à savoir Monsieur PEREZ Stéphane et
Monsieur RASSE Daniel, et, d'autre part, assurer à terme la complémentarité des activités des
Sociétés détenues par cette holding.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Société à Responsabilité Limitée « A ET ASSOCIES CONSEILS » a pour objet :

La valorisation, la gestion et la transmission du patrimoine des personnes physiques ou morales. Le
courtage de produits financiers et d'assurances vie, ainsi que de toutes assurances de prévoyance.

Le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec
des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou
d'achat de titres ou droit sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou prise ou dation
en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

LÉPOT GTC AIX N° *3116* DU 21 JUIN 2004

412 010 969

98 10 13 340

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement, en tout ou en partie à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle a été constituée suivant acte sous seing privé en date du 11 avril 1997 à MARSEILLE.

Son capital s'élève à la somme de quatre-vingt six mille sept cent vingt euros (86 720 €) divisé en cinq cent quarante deux (542) parts sociales de cent soixante euros (160 €) chacune, numérotées de 1 à 542, entièrement libérées.

Origine de propriété

Le cédant possède dans cette Société trois cent cinquante (350) parts sociales numérotées de 1 à 300 et de 451 à 500 d'une valeur nominale de cent soixante euros (160 €) chacune, qui lui ont été apportées par Monsieur Rodolphe GUILLEMIN aux termes d'une assemblée générale extraordinaire d'augmentation de capital par apports en nature en date du 10 février 2004, enregistrée à la recette d'AIX-EN-PROVENCE Nord le 13 février 2004, Bordereau n°2004/122 case n°7 Ext 1128.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Déclarations

Le cédant déclare :

- qu'il a la forme juridique d'une Société Civile de Droit Français ;
- qu'il a un capital de six cent soixante et onze mille cinq cent euros (671 500 €) ;
- qu'il est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de SALON DE PROVENCE sous le numéro D 451 745 285 ;
- qu'il dispose de la pleine capacité juridique d'aliéner ;
- que les parts sociales cédées sont libres de tous nantissements et de tous droits quelconques.

Le cessionnaire déclare :

- qu'il a la forme juridique d'une Société à Responsabilité Limitée de Droit Français ;
- qu'il a un capital de huit mille euros (8000 €) ;
- qu'il est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'AIX-EN-PROVENCE sous le numéro B 444 753 891.

Cession

Le cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit au cessionnaire, trois cent quarante-neuf (349) parts sociales de ladite Société qui lui appartiennent, numérotées de 1 à 300 et de 451 à 499, avec tous les droits et obligations y attachés.

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour, il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée aux dites parts. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à compter de ce même jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

Le cessionnaire reconnaît avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les assemblées des associés et les accepte.

M. SP

Prix

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix de mille huit cent trente-quatre euros (1834 €) par part cédée soit un prix total de six cent quarante mille soixante-six euros (640 066 €).

Le prix sera payable au plus tard le 30 juin 2004.

Signification - Dépôt

La présente cession sera signifiée à la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original de cet acte au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt.

Agrément de la cession

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale du 18 mai 2004, la collectivité des associés a autorisé la présente cession et agréé expressément la Société « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS », cessionnaire en qualité de nouvelle associée.

Déclarations fiscales

Pour la perception des droits d'enregistrement, le cédant déclare que la Société « A ET ASSOCIES CONSEILS » est soumise à l'impôt sur les Sociétés et que les parts sociales cédées représentent des apports en nature. Il déclare également que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

Formalités - Pouvoirs

La présente cession de parts sociales sera déposée en deux exemplaires au Greffe du Tribunal de commerce d'AIX-EN-PROVENCE.

Tous pouvoirs seront conférés au porteur d'originaux des présentes en vue de rendre la cession ci-dessus opposable à la Société.

Frais

Les frais et droits d'enregistrement de la cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait le 24 mai 2004

A AIX-EN-PROVENCE

En six originaux (un pour chaque partie, un pour l'enregistrement, un pour le dépôt au siège social de la société et deux pour le dépôt au Greffe du Tribunal)

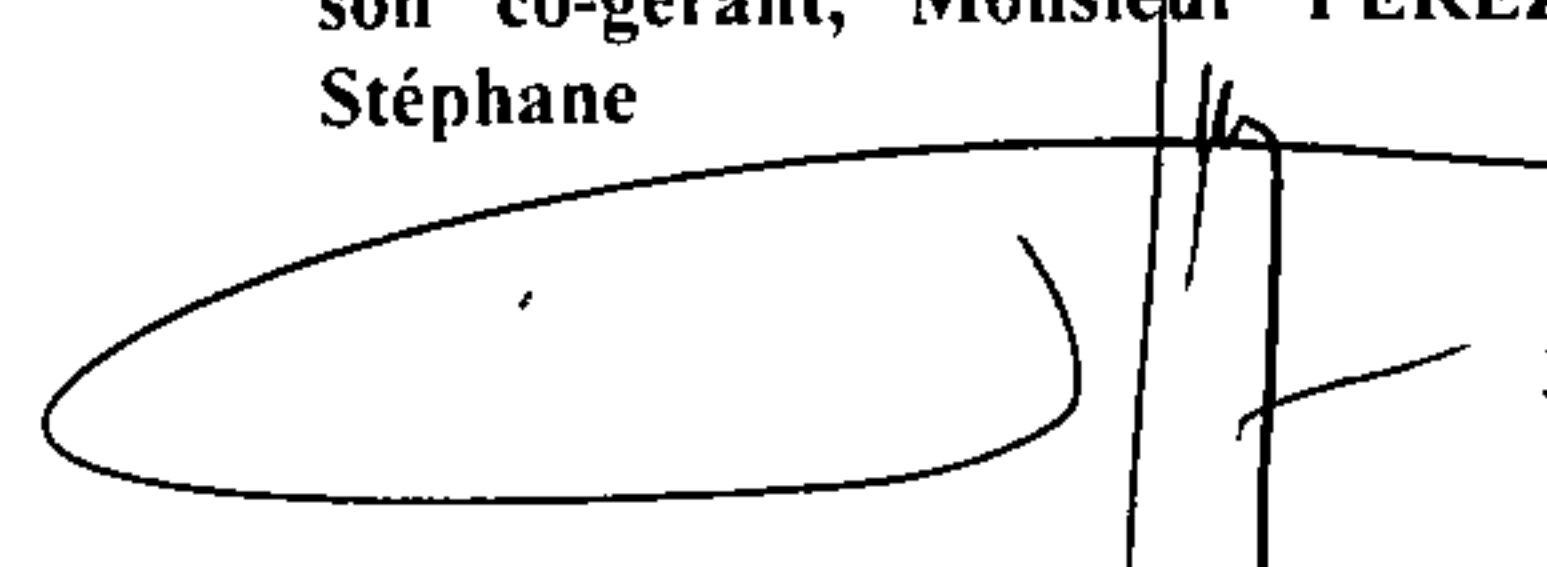
Le cédant

La Société « MARYGOT »,
Représentée par son co-gérant
Monsieur GUILLEMIN Rodolphe



Le cessionnaire

La Société « LA FINANCIERE
DE L'ARBOIS », Représentée par
son co-gérant, Monsieur PEREZ
Stéphane



A ET ASSOCIES CONSEILS
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 86 720 euros
Siège social : Le Magellan, 470, avenue Augustin Fresnel,
13857 AIX-EN-PROVENCE Cedex 03
R.C.S. d'AIX-EN-PROVENCE : B 412 010 969

Procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale
Extraordinaire du 18 mai 2004

L'an deux mille quatre

Le dix-huit mai à 19 heures

Au siège social, à AIX-EN-PROVENCE

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée « A ET ASSOCIES CONSEILS » au capital de quatre-vingt six mille sept cent vingt euros (86 720 €), divisé en cinq cent quarante deux (542) parts sociales de cent soixante euros (160 €) chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la Gérance.

Sont présents

. **La Société Civile « MARYGOT », représentée par son co-gérant associé Monsieur GUILLEMIN Rodolphe**

Propriétaire de trois cent cinquante parts sociales, numérotées de 1 à 300 et de 451 à 500,

ci : 350 parts

. **La Société à Responsabilité Limitée « INNOVANCE INVESTISSEMENT », représentée par son co-gérant Monsieur TEYSSIER Grégory**

Propriétaire de cent quatre vingt douze parts sociales, numérotées de 301 à 450 et de 501 à 542,

ci : 192 parts

TOTAL : 542 parts

Tous les associés étant présents, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur GUILLEMIN Rodolphe, préside la réunion en sa qualité de gérant non associé.

Mo TG

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Autorisation de cession de parts sociales ; agrément d'un nouvel associé.
- Modification corrélative des statuts.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Il dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Une copie de la lettre de convocation des associés.
- Une copie de la demande d'agrément.
- Le rapport de la Gérance.
- Le texte des résolutions proposées.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du décret n 67-236 du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la Gérance.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

Première résolution

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet formé par la **Société Civile « MARYGOT »** de céder à la **Société à Responsabilité Limitée « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »**, au capital de huit mille euros (8000 €), dont le siège social se situe Le Magellan, 470, avenue Augustin Fresnel, 13857 AIX-EN-PROVENCE cedex 03, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AIX-EN-PROVENCE sous le numéro B 444 753 891, représentée par son co-gérant Monsieur PEREZ Stéphane, trois cent quarante-neuf (349) parts sociales, numérotées de 1 à 300 et de 451 à 499 de la Société « A ET ASSOCIES CONSEILS » lui appartenant, autorise cette cession et agréé expressément la **Société « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »**, en qualité de nouvelle associée de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

La collectivité des associés, comme conséquence de la résolution précédente, sous réserve de la réalisation de la cession de parts sociales projetée, décide que l'article 7 des statuts sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où la cession sera réalisée.

MG TG

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quatre vingt six mille sept cent vingt euros (86 720 €), divisé en cinq cent quarante deux (542) parts sociales de cent soixante euros (160 €) chacune, numérotées de 1 à 542, entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

La Société à Responsabilité Limitée « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »

à concurrence de trois cent quarante-neuf parts sociales numérotées de 1 à 300 et de 451 à 499,

ci : 349 parts

La Société Civile « MARYGOT »

à concurrence de une parts sociales numérotée 500,

ci : 1 part

La Société à Responsabilité Limitée « INNOVANCE INVESTISSEMENT »

à concurrence de cent quatre vingt douze parts sociales numérotées de 301 à 450 et de 501 à 542,

ci : 192 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 542 parts

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont libérées entièrement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

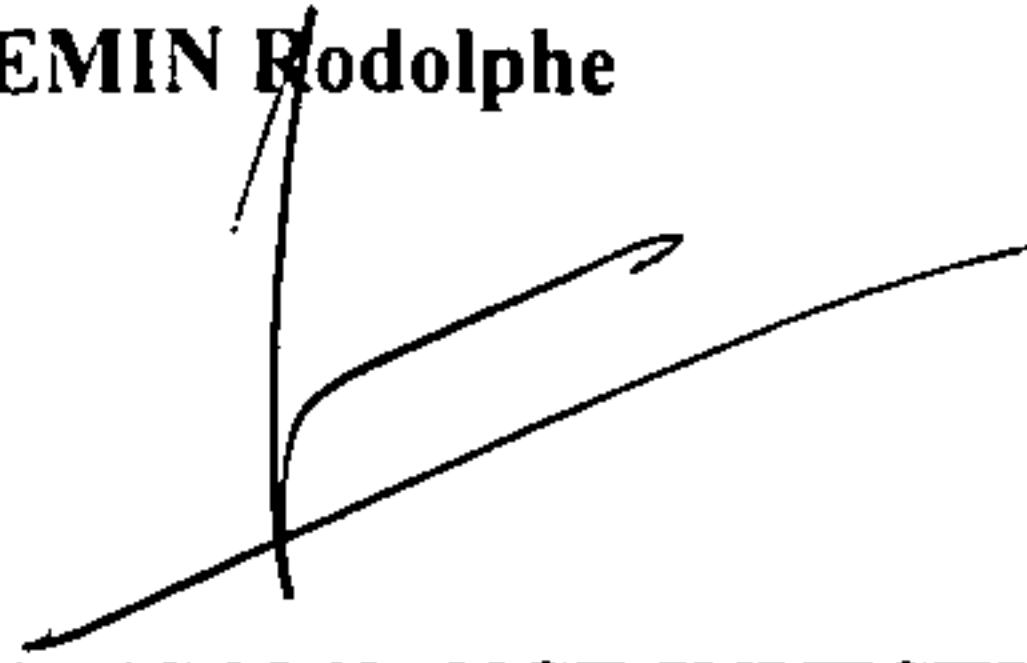
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 20 heures.

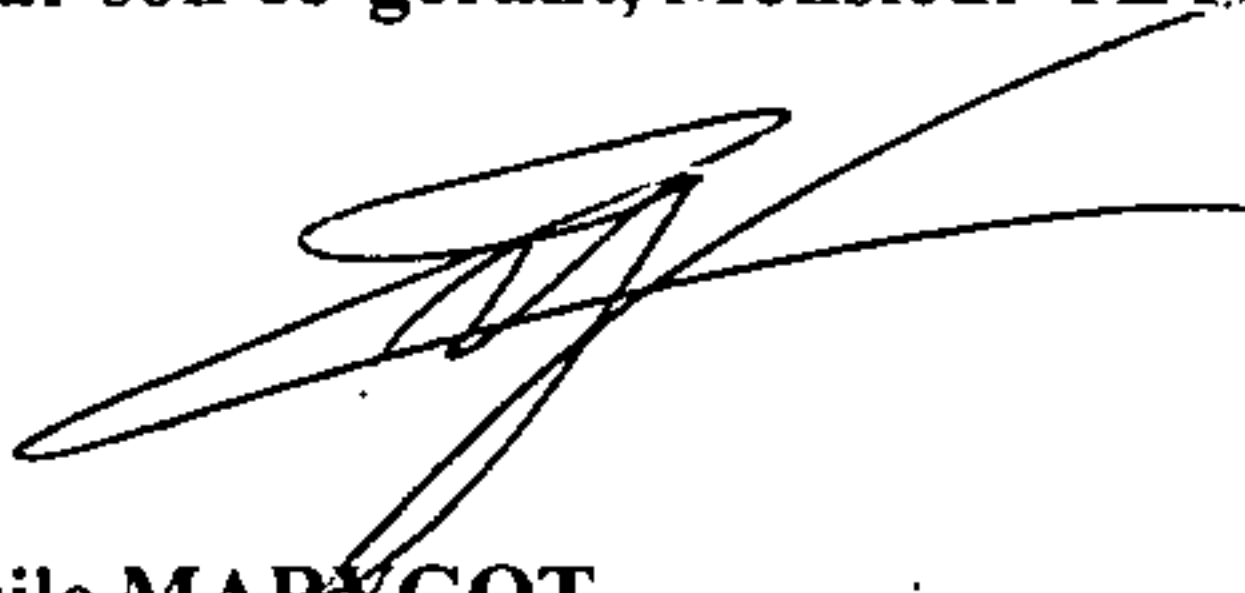
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le Gérant ainsi que par tous les associés présents ou par leurs mandataires, après lecture.

 T G

Le Président
GUILLEMIN Rodolphe

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line with a horizontal stroke at the top and a diagonal stroke extending from the middle.

La SARL INNOVANCE INVESTISSEMENT
Représentée par son co-gérant, Monsieur TEYSSIER Grégory

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'G' followed by several horizontal and diagonal strokes.

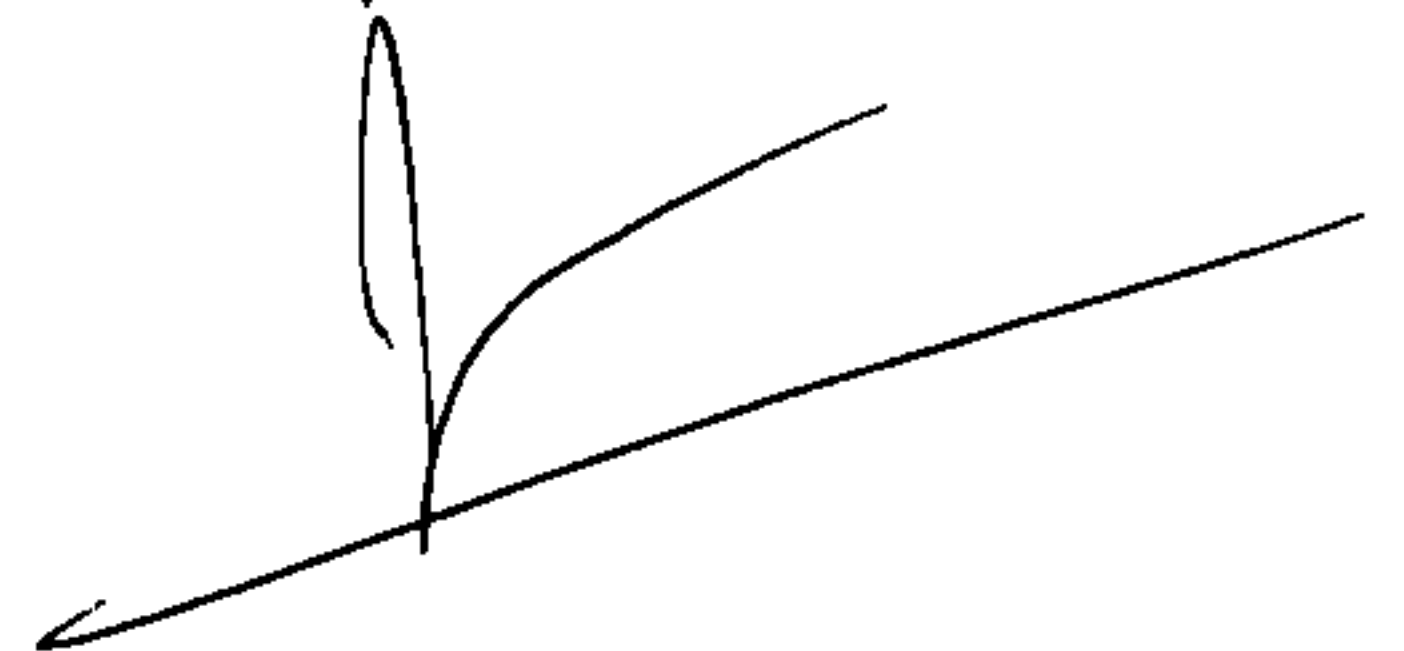
La Société Civile MARYGOT
Représentée par son co-gérant, Monsieur GUILLEMIN Rodolphe

A handwritten signature in black ink, similar to the one at the top, with a vertical line and horizontal/diagonal strokes.

SARL A et ASSOCIES CONSEILS
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 86720 EUROS
Siège social : Le Magellan, 470, avenue Augustin Fresnel,
13857 AIX-EN-PROVENCE Cedex 03
RCS D'AIX-EN-PROVENCE : B 412 010 6969

STATUTS MIS A JOUR SUITE A LA CESSION DE PARTS DU 24.05.2004

*Certifié conforme
au original
de l'acte*

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line and a diagonal line crossing it.

STATUTS

LES SOUSSIGNES

Monsieur Rodolphe GUILLEMIN, né le 31 Juillet 1966 à la Tronche (38), nationalité française, marié, domicilié résidence du Pont de l'Arc bat 8C, avenue F. D'esperey 13090 Aix en Provence.

Monsieur Christian PALLANCA, né le 28 Mai 1955 à Aix en Provence, nationalité française, domicilié à résidence Saint Christophe bat 3, 13090 Aix en Provence.

Monsieur Jean Michel LAVIE, né le 04 Janvier 1961 à Perpignan, nationalité française, célibataire, domicilié bat A, résidence du parc, 84310 Morières les Avignon.

Monsieur Philippe SOUMILLE, né le 31 Août 1969 à Pertuis, nationalité française, célibataire, domicilié à Quartier Coste Gaye, 84 240 la Tour d'Aigues.

La Société A et Associés, S.A.R.L. au capital de 50 000 francs, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés N° 95 B 698, dont le siège social se trouve 25 rue Falque, 13006 Marseille, représentée par son gérant M. Fabrice ALIMI né le 07 Janvier 1964 à Marseille, de nationalité française.

Ont décidé de constituer entre eux une Société à Responsabilité Limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

ARTICLE 1 FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 OBJET

La Société a pour objet :

La valorisation, la gestion et la transmission du patrimoine des personnes physiques ou morales. Le courtage de produits financiers et d'assurances vie, ainsi que de toutes assurances de prévoyance.

Le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de

souscription ou d'achat de titres ou droit sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou prise ou dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement, en tout ou en partie à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **SARL « A et Associés Conseils »**

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : « Le Magellan » 470 Avenue Augustin FRESNEL 13857 Aix en Provence cedex 3.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération, de l'Assemblée Générale Extraordinaire

ARTICLE 5 DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années (99) à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

1- Apports en numéraire :

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque du Crédit Lyonnais, agence du Pont de l'Arc, avenue F. Ferrini 13090 Aix en Provence ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le 11 Avril 1997 :

Monsieur Philippe SOUMILLE	5 000	francs
Monsieur Jean Michel LAVIE	10 000	francs
Monsieur Christian PALLANCA	10 000	francs
La société A et Associés	5 000	francs

Soit au total : la somme de 30 000 Francs.

2- Apports en nature :

Monsieur Rodolphe GUILLEMIN, demeurant résidence du Pont de l'arc bat 8C, avenue Franchet d'Esperey 13090 Aix en Provence, apporte à la société en pleine propriété et en pleine jouissance à compter du 01 Avril 1997, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les biens suivants :

- Un Ordinateur de Marque COMPAQ (presario CDS 520) estimé à 6 000 francs
- Une imprimante de Marque CANON (BJC 240) estimée à 1 200 francs
- Un téléphone de Marque ERICSON (GH 388) estimé 800 francs
- Un meuble informatique estimé 500 francs

Apport en jouissance à compter du 01 Avril 1997 :

- Un véhicule de marque MAZDA immatriculé 6184 PB 13 estimé 11 500 francs.

Les associés constatent que les conditions prévues par l'article 40 alinéa 2 de la loi du 24 Juillet 1966 sont remplies et décident, à l'unanimité, de ne pas recourir à un Commissaire aux apports.

3 – Total des apports :

Les apports en numéraire s'élèvent à	30 000 francs
Les apports en nature s'élèvent à	20 000 francs
Le montant total des apports s'élèvent à	50 000 francs

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 Mars 1999, le capital social a été augmenté d'une somme de 100 000 francs par voie de capitalisation des bénéfices, pour être porté à 150 000 francs.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 mai 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 185 000 francs par voie de capitalisation de bénéfices pour être porté à 335 000 francs.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 mai 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 28 140 francs par voie d'apport en numéraire pour être porté à 363 140 francs.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 23 mai 2001, le capital social a été augmenté d'une somme de 200 000 francs par voie de capitalisation de bénéfices pour être porté à 563 140 francs.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 23 mai 2001 le capital social a été augmenté par incorporation d'une somme de 5705, 91 francs prélevée sur le poste « autres réserve » avec élévation du nominal des parts pour le porter à 568 845, 91 francs.

La même assemblée a converti le montant nominal des parts sociales en EUROS pour le porter à 160 EUROS donnant un capital social de 86 720 EUROS.

Pascale GUILLEMIN, conjoint commun en biens de Rodolphe GUILLEMIN, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été averti, en application de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport envisagé et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Il déclare ne pas vouloir être personnellement associé et renonce pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à son conjoint pour la totalité des parts souscrites.

Par ailleurs, Pascale GUILLEMIN déclare consentir expressément à l'apport en nature effectué par son conjoint, en application de l'article 1424 du Code civil.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quatre vingt six mille sept cent vingt euros (86 720 €), divisé en cinq cent quarante deux (542) parts sociales de cent soixante euros (160 €) chacune, numérotées de 1 à 542, entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

La Société à Responsabilité Limitée « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »

à concurrence de trois cent quarante-neuf parts sociales numérotées de 1 à 300 et de 451 à 499,

ci : 349 parts

La Société Civile « MARYGOT »

à concurrence de une part sociale numérotée 500,

ci : 1 part

La Société à Responsabilité Limitée « INNOVANCE INVESTISSEMENT »

à concurrence de cent quatre vingt douze parts sociales numérotées de 301 à 450 et de 501 à 542,

ci : 192 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 542 parts

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont libérées entièrement.

ARTICLE 8 COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteur et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de 80 % des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 10 DÉCISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

ARTICLE 11 DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutation de parts sociales, droit de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

ARTICLE 12 DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.
- A la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.
- Par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 13 EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01 juillet et finit le 30 Juin.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 1997.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

ARTICLE 14 AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 15 PUBLICITE POUVOIRS

Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société.

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la société qui ont pu prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

L'immatriculation de la société, emportera de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Rodolphe GUILLEMIN pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à Marseille, le 11 Avril 1997